

REPRISE DES TRAVAUX DU PARLEMENT CE LUNDI

La révision de la Constitution au menu ?

Le Parlement reprendra ses travaux dès demain lundi. Du moins, officiellement avec l'ouverture de la session de printemps au cours des deux traditionnelles cérémonies qui auront lieu, la même matinée, au Conseil de la nation et à l'Assemblée populaire nationale en présence de l'ensemble des membres du gouvernement. Et après les fastes d'ouverture, nos parlementaires attendront, comme d'habitude, ce que l'exécutif leur proposera comme textes de lois pour l'entame de cette session.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Comme le stipulent les textes régissant le Parlement, le gouvernement déposera ses projets de lois l'après-midi même de la journée de la reprise des travaux. Mais d'ores et déjà, tous, au sein du Parlement que dans l'exécutif, ne pensent qu'à un seul texte, celui que tout le monde attend mais qui se fait toujours «désirer», la révision de la Constitution.

Abdelaziz Bouteflika, qui avait annoncé cette révision pour courant 2014, procédera, fort probablement, à cette même révision durant la session parlementaire qui s'ouvrira demain. Ce «vieux» projet, qui remonte à 2008 lorsque Bouteflika avait fait sauter l'article

74 qui limitait à seulement deux le nombre de mandats présidentiels, s'engageait, en ce novembre 2008, à revenir à la charge avec une révision «en profondeur» de la Constitution. Mais depuis, cette révision ne sera plus qu'une carte qu'il brandira sans jamais l'abattre, au gré des événements.

Sous la pression du contexte explosif de 2011, d'abord, cela avait donné lieu au discours du 11 avril sur les «réformes politiques» dont une révision en profondeur de la Constitution. Abdelkader Bensalah sera désigné à la tête d'une commission nationale chargée de mener de «larges consultations». Il accomplira cette mission en juin 2011.

Puis, plus rien, jusqu'au début



Photo : Samir Sid

Un vieux projet de Bouteflika qui remonte à 2008.

2013 et la constitution d'une autre commission, technique celle-là, appelée la commission Kerdoune, du nom de son président.

En parallèle, Abdelmalek Sellal menait une nouvelle série de consultations avec la classe politique sans que cela soit médiatisé. Bouteflika, qui prévoyait cette révision pour mai 2013, en même

temps qu'un vaste remaniement du gouvernement en prévision des présidentielles de 2014, sera toutefois surpris par un sévère AVC, le 27 avril 2013. Tout sera donc ajourné et, s'agissant de la révision de la Constitution, elle se transformera en un thème central de la campagne électorale du même Bouteflika pour les prési-

dentielles. Et après les élections du 17 avril, Ahmed Ouyahia sera chargé de mener une nouvelle série de consultations sur ce projet de la révision de la Constitution avec, cette fois, un texte de base.

Ouyahia accomplit sa mission en juin 2014 et remettra son rapport fin août de la même année. C'est dire qu'il serait illusoire de s'attendre à une autre série de consultations sur cette même question, au risque de décréditer profondément, et le projet, et l'Etat.

A en croire des sources fiables, Bouteflika ne temporise sur la question que pour une seule raison : le choix de la voie qu'emprunterait cette révision.

Se suffira-t-il d'une simple approbation du Parlement avec ses deux chambres réunies ou alors ira-t-il jusqu'au référendum ? Quoi qu'il en soit, une nouvelle Constitution, qui prévoit d'ailleurs de grands changements s'agissant des attributions du Parlement, impliquera nécessairement des élections législatives anticipées.

K. A.

ELLE L'ACCUSE DE «PERSONNALISER» SON ACTION

Bélaïd tacle l'opposition

Attaque acerbe que celle que le président du Front El Moustaqbal a réservée à l'opposition en général et à Ali Benflis plus particulièrement.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Certes Abdelaziz Bélaïd a pris le minutieux soin de ne pas le citer nommément, mais tout le monde parmi les journalistes présents à un point de presse animé, hier samedi, en marge de la cérémonie célébrant le troisième anniversaire du parti, aura compris qu'il s'agissait de l'ancien chef du gouvernement et ex-patron du FLN. «Pourquoi ne s'est-on pas retiré de la dernière élection présidentielle à la vue du Président votant

sur un fauteuil roulant ? Une scène que tout le peuple algérien a vue», a répliqué Bélaïd à ceux qui revendiquent l'application de l'article 88 de la Constitution et des élections présidentielles anticipées. Surtout, ajoutera-t-il, que l'on «savait» l'issue dudit scrutin.

Et le président du Front El Moustaqbal ne s'arrêtera pas à cette «pique» puisqu'il accusera cette même opposition dont se réclame Benflis de «stérilité», de ne se «focaliser» que sur la per-

sonne du président de la République, de «manquer» de présenter des alternatives, des idées «nouvelles» et «novatrices», et de vouloir arriver au pouvoir «quel que soit le moyen».

Ne s'arrêtant pas là, le président du Front El Moustaqbal dira que c'est son parti et «pas le RCD» qui était le premier à revendiquer par «écrit» une commission indépendante de supervision des élections, comme exigé par cette opposition qui, décidément, ne trouve pas grâce à ses yeux.

Ceci même s'il se solidarise avec elle en dénonçant l'interdiction de manifester dans la rue

dont elle a fait l'objet mardi dernier.

Et comme pour prendre également des distances par rapport au pouvoir, Bélaïd se défendra de servir de «suppôt» du système qu'il qualifiera de «têtu».

«Nous ne tenons pas le bâton au milieu», précisera-t-il, excluant toute velléité du parti de rejoindre le gouvernement dans les conditions actuelles où «l'allégeance à la personne» est de mise. «Nous ne rejoindrons l'Exécutif que sur la base d'un contrat politique», dira-t-il, lui qui revendique un gouvernement «politique».

M. K.



Photo : NewPress

Abdelaziz Belaïd prend ses distances avec le pouvoir.

À PARTIR D'ORAN

Sidi Saïd s'en prend à la confédération syndicale internationale

La clôture de la première édition du Salon national de la micro-entreprise qui se tenait depuis ce 24 février au Centre des conventions d'Oran, a été marquée certes par la présence, à cette occasion, de pas moins de trois ministres, des PTIC, l'Enseignement supérieur, le Travail et l'Emploi et la Sécurité sociale, mais a été surtout marquée par la sortie de Sidi Saïd, le SG de l'UGTA.

Sidi Saïd, qui était déjà à Oran il y a quelques jours en compagnie du Premier ministre pour célébrer la date de la nationalisation des hydrocarbures, s'est fait remarquer cette fois-ci en s'en prenant de manière forte à la Confédération syndicale internationale (CSI) et sa



Photo : NewPress

Sidi Saïd, SG de l'UGTA.

secrétaire générale. Un passif et un antagonisme qui remonteraient à 2014, l'année où l'UGTA a perdu sa place de représentant de l'Algérie au sein de l'instance exécutive de cette organisation syndicale qui a souvent par le passé épinglé notre pays pour ne pas respecter le pluralisme syndical.

Ainsi, évoquant la SG de la CSI, Sidi Saïd traitera cette dernière de harki qui, de connivence avec des gouvernements étrangers, veut s'en prendre à l'UGTA et au pays. «La SG de la CSI est une harki car elle a essayé de casser le syndicat sur la scène internationale et perturber notre UGTA, mais

elle a trouvé face à elle une résistance. Ils ne font plus de l'action syndicale mais de la destruction. Le mouvement syndical CSI est en train de vouloir coloniser les autres organisations syndicales et je dis que nous sommes contre cela, nous sommes les seuls à nous opposer, nous réfutons cette ingérence et c'est pour cela que je les traite de harka.»

Le patron de la Centrale déroulera alors son discours nationaliste évoquant la lutte des chouchas ainsi que ceux et celles qui à l'étranger veulent s'en prendre à l'Algérie et de dire encore que son rôle personnel, ainsi que celui de l'UGTA, est : «C'est un devoir moral de l'UGTA de défendre le pays et de lutter contre les harka politiques et syndicaux qui veulent s'en prendre à l'Algérie.

Ces syndicats à l'étranger dépendent chacun leur propre pays, et ils voudraient venir casser

l'Algérie, je n'accepterais personne qui vienne diriger notre maison.»

Interrogé par la presse sur ses relations avec le FCE et les patrons en général, le SG de l'UGTA dira qu'ils sont fraternels et que tous ont le même objectif, l'économie nationale. Plus loin il annoncera une convention avec le patronat pour permettre aux salariés et travailleurs du privé de pouvoir créer leurs sections UGTA.

Quand à la clôture du Salon de la micro-entreprise qui a vu la participation de 65 start-up, deux conventions ont été signées entre l'Ansej et Algérie Telecom pour la création de call center. La deuxième convention va lier également l'université de Belgaïd et l'Ansej.

A noter qu'il existe quelque 90 000 micro-entreprises Cnac-Ansej, en 2010 il y en avait 30 000, et en 2014 l'on comptait 60 000.

Fayçal M.